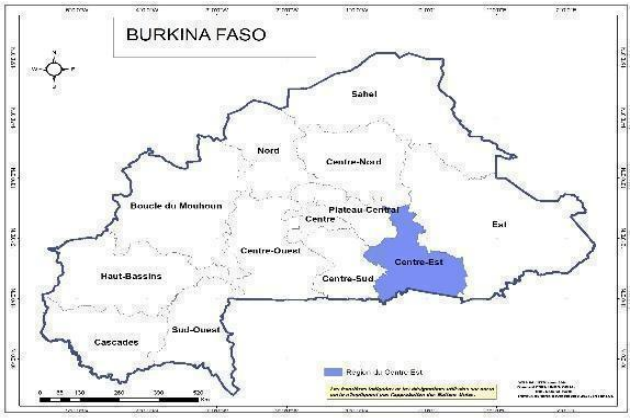
BURKINA FASO

BURKINA FASO
Région du Centre-Est (66,192 de PDI,
Source : SP/CONASUR, date 31/03/2023)



Rapport mensuel Monitoring de Protection –Septembre 2024

205[1] personnes en déplacement	10 incidents avec 37[2] victimes
00 cas de protection pris en charge	00 cas de protection référé

Séance de sensibilisation VBG à Zabré

[1] Données non officielles (non publiées par le SP/CONASUR)

[2] Victimes directes de violations autres que les déplacements forcés

I. Résumé

Durant le mois de septembre 2024, le contexte sécuritaire dans la région du Centre-Est est resté instable et marqué par l'activisme des groupes armés (GA), entraînant la commission de violations des droits sur 37 civils composés de deux (02) femmes et 35 hommes dont six (06) PDI. Ainsi, au cours de la période, dix (10) incidents de protection ont été enregistrés contre 13 en août, soit une régression de 15,38%. Ces violations ont connu un pic à la deuxième semaine du mois dont la majorité dans la province du **Koulpélogo** (07). L'événement marquant l'activisme des groupes armés est l'attaque du village de Bousgou les 10 et 17 septembre 2024 causant des pertes en vie humaines et l'extorsion de bétails.

Le mois a aussi été marqué par des mouvements forcés de population impliquant 23 ménages de 205 personnes composés de 68 filles, 51 femmes, 50 garçons et 36 hommes.

Les incidents documentés, commis essentiellement dans les provinces du Boulgou et du Koulpélogo, sont classés en quatre (04) catégories :

- **Atteintes au droit à la vie (meurtre) : 16** victimes composées de 14 hommes (3 PDI et 11hôtes) et deux (02) femmes (PDI) ;
- **Atteinte au droit à la propriété** (Extorsion) : **16** victimes, toutes des hommes de la communauté hôte ;
- **Atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne (enlèvements et** Arrestation) : **quatre (4)** victimes, toutes des hommes (03 hommes,01 PDI) ;
- **Atteintes à l'intégrité physique et ou psychique** : une (01) victime, un (01) homme de la communauté hôte.

II. Couverture géographique

30 communes couvertes

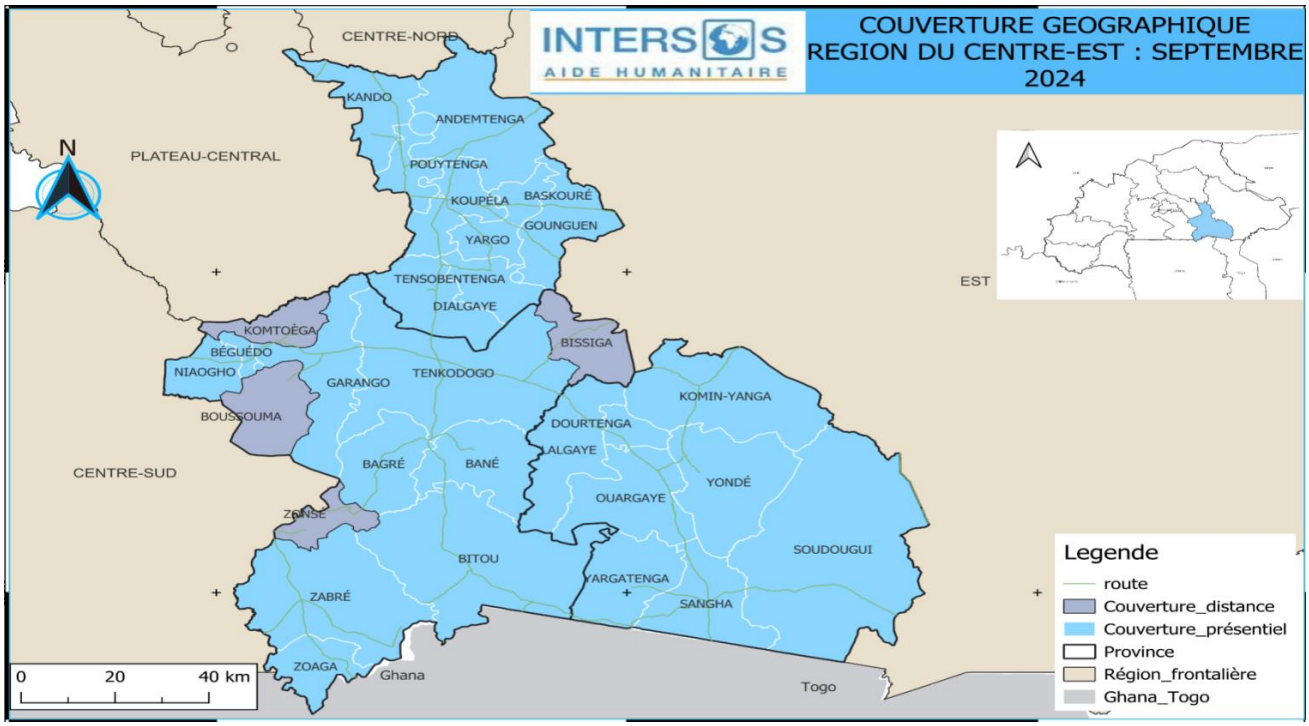
22 comités locaux de Protection

10 points focaux communautaires

05 moniteurs de Protection

20 moniteurs volontaires

- **Zones couvertes**



Au cours du mois de septembre 2024, les activités de monitoring de protection ont été menées dans toutes les **trois (03)** provinces de la région du Centre-Est (Boulgou, Koulpélogo, Kouritenga), couvrant **30** communes dont **26** monitorées en présentiel et **quatre (04)** à distance (du fait essentiellement de l'insuffisance de staff et de partenaire de la localisation).. Cette couverture géographique a été rendue possible grâce à la présence des moniteurs de protection, des comités locaux de protection, des points focaux communautaires, des volontaires des OSC *AEJTB*, ADJIR et des informateurs clés.

La couverture à distance des quatre **(04)** communes (Bissiga, Boussouma, Komtoèga, Zonsé) a été faite via des appels téléphoniques avec des informateurs clés (leaders communautaires, CVD), les points focaux, les membres de comités de protection et des OSC.

Les communes couvertes durant le mois de septembre sont réparties comme suit :

- **26 communes couvertes en présentiel :** Tenkodogo, Bagré, Bané, Garango, Bittou, Zabré, Zoaga, Niaogho et Béguédo dans **la province de Boulgou** ; Koupéla, Pouytenga, Andemtenga, Gounghin, Baskouré, Kando, Tensobtenga, Dialgaye et Yargo dans **la province de Kouritenga** ; Ouargaye, Yondé, Soudougui, Yargatenga, Lalgaye, Sangha, Dourtenga et Comin-Yanga dans **la province de Koulpélogo ;**
- **Quatre (04) communes sont couvertes à distance :** Bissiga, Boussouma, Komtoèga et Zonsé dans **la province de Boulgou**.

- **Accessibilité**

Au cours du mois, dans le cadre de la collecte des données P21, toutes les communes des trois (03) provinces de la région ont été accessibles tant en présentiel qu'à distance. Cela a été possible grâce à la présence des moniteurs INTERSOS, des moniteurs volontaires, des comités locaux de protection, des points focaux et des informateurs clés.

Les incidents collectés au cours du mois ont été commis dans 06 communes que sont Ouargaye, Sangha, Yondé, Bittou, Comin Yanga et Bané. La collecte de ces incidents a été faite avec la contribution des OSC partenaires (ADJIR, AEJTB) présentes dans ces communes, avec l'appui des relais communautaires et des informateurs clés.

- **Méthodologie de collecte d'informations**

La méthode de collecte de données utilisée, combine à la fois l'approche individuelle et l'approche communautaire, l'approche quantitative et qualitative. L'administration des différents outils à travers des entretiens semi-directifs, a permis de collecter des données désagrégées à l'échelle des communes, qui ont été analysées afin de dégager les tendances de la perception des communautés sur les risques de protection auxquels elles sont confrontées. L'administration des formulaires d'incident de protection a également permis de documenter les incidents de protection rapportés par les individus et les communautés enquêtés. Cette collecte s'effectue de manière mensuelle et rotative auprès d'un échantillon composé « d'informateurs clés » et de « ménages (familles) », de survivant(e)s de violations de droits humains et du droit international humanitaire, tout en s'appuyant sur un réseau de relais communautaires composé de membres de comités locaux de Protection situés au niveau commune et de points focaux communautaires situés au niveau village/localité.

Consacrant le principe de la localisation, le dispositif de Monitoring de Protection (Projet 21) mis en place dans la région de la Boucle du Mouhoun, mobilise également les organisations de la société civile telles que **ADJIR et AEJTB,** ce qui permet de compléter la couverture géographique de INTERSOS touchant ainsi plus de communes et de villages, y compris les plus difficiles d'accès.

Dans le cadre des activités du Monitoring P21, les outils de collecte des données ont été renseignés et validés sur Kobo.

Ci-dessous les éléments fournis pour la collecte et traitement des données capitalisées durant le mois de septembre 2024 :

- **10 fiches** de rapport flash renseignées et validées sur Kobo Collect **;**
- **37 questionnaires informateurs clefs administrés** auprès de 45 hommes (19 PDI et 26 hôtes) et 13 femmes (04 hôtes et 09 PDI) ;
- **37 questionnaires ménages administrés** auprès de 48 hommes (22 hôtes et 26 PDI) et 04 femmes hôtes.

- **Points clés issus de la collecte d'informations**

Au cours des missions de monitoring de protection effectuées durant ce mois de septembre, il ressort que la question sécuritaire reste préoccupante de façon générale et en particulier pour les communes du Koulpélogo (Sangha, Soudougui, Comin Yanga, Yondé). On note également de fréquentes attaques des GA, comme par exemple ce fût le cas pour le village de Bousgou dans la commune de Yondé, attaqué deux fois ce mois. En termes de besoins exprimés, plusieurs PDI entreprennent des

mouvements à la recherche de nouvelles opportunités économiques et d'accès à l'assistance humanitaire. Les entretiens révèlent l'insuffisance des assistances notamment en vivres, de ressources financières pour faire face aux dépenses de santé et de scolarisation, d'activités génératrices de revenus, d 'AME, de Kits de dignité et le prix exorbitant des denrées de première nécessité. Pour la province du Kouritenga des informateurs clés soulignent le manque d'abris adéquats pour les PDI.

III. Typologie des déplacements identifiés

Région, province, commune (Localité de départ)	Région, province, commune (Localité d'accueil)	# ménage	# personne	# homme	# garçon	# femme	# fille	Type de mouvement	Motifs
Centre est Koulpélogo. Sangha, Binguim-Nooghin	Centre est Koulpélogo. Sangha centre	05	52	10	12	12	18	Primaire	Attaques GA
Centre est Koulpélogo., Binguin-Nooghin Sangha	Centre Est, Koulpélogo, Yargatenga, cinkanse	05	65	13	25	15	12	Primaire	Attaques GA
Est, Bilanga, Manni, Belemba	Centre Est, Kouritenga, Pouytenga, Ramessen	10	70	10	25	20	15	Primaire	Attaques GA
Koulpélogo Yondé centre ; village de salembore	Koulpélogo chef-lieu de la province Ouargaye	03	18	03	05	04	06	Primaire	Risque d'attaque de GA
TOTAL		**23**	**205**	**36**	**67**	**51**	**51**		

Au cours du mois de septembre 2024, des déplacements de population de type primaire ont été enregistrés. Il s'agit de quatre (04) vagues de déplacements forcés d'environ 23 ménages de 205 personnes composées de 50 filles, 51 femmes, 68 garçons et 36 hommes. Ces déplacements sont majoritairement internes à la province du Koulpélogo avec 75% des mouvements constatés ce mois. Les destinations sont le secteur n°1 de Ouargaye, de Sangha Centre, de Cinkansé et de Ramessen. Un mouvement a été noté de la région de l'Est (Bilanga) vers le Kouritenga.

On note une baisse d'environ 38% de personnes en déplacements entre le mois d'août et le mois de septembre 2024. Cette diminution pourrait s'expliquer, entre autres, par l'abondance des pluies qui ne permet pas aux personnes affectées de se déplacer.

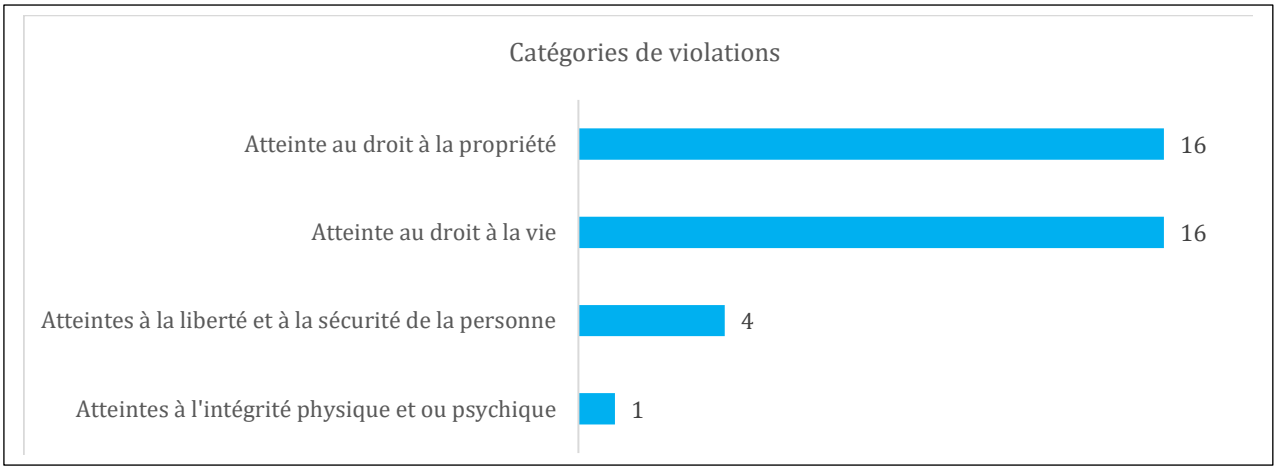
IV. Incidents de protection

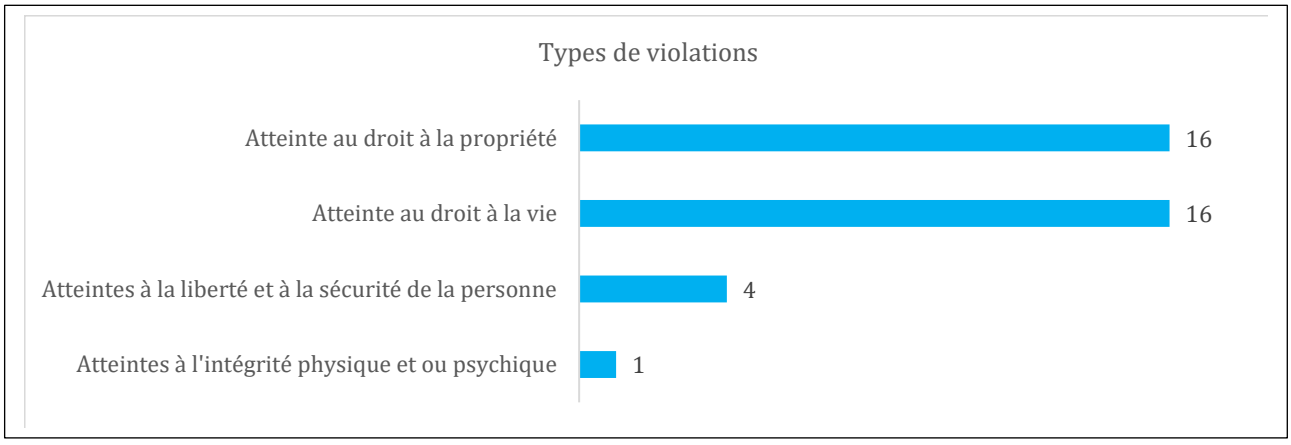
10 Incidents

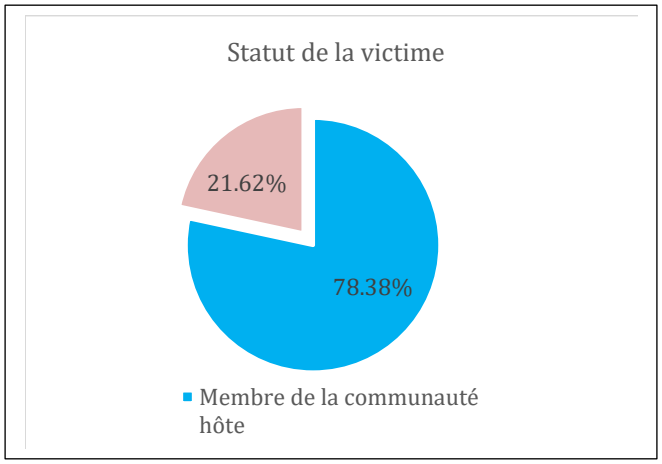
37 Victimes

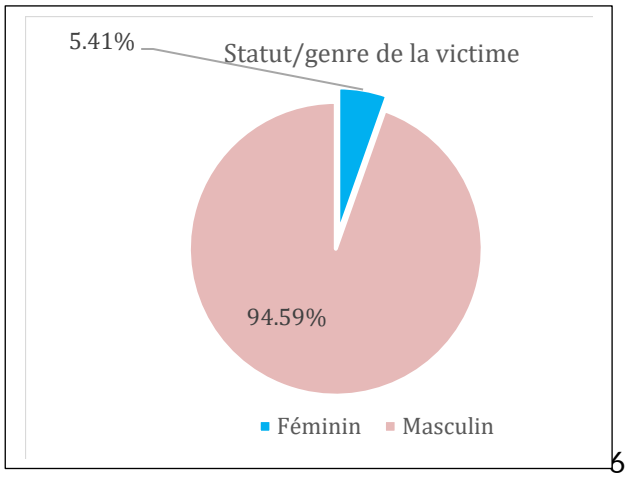
06 Communes touchées: Bané, Bittou, Comin Yanga, Ouargaye, Sangha et Yondé

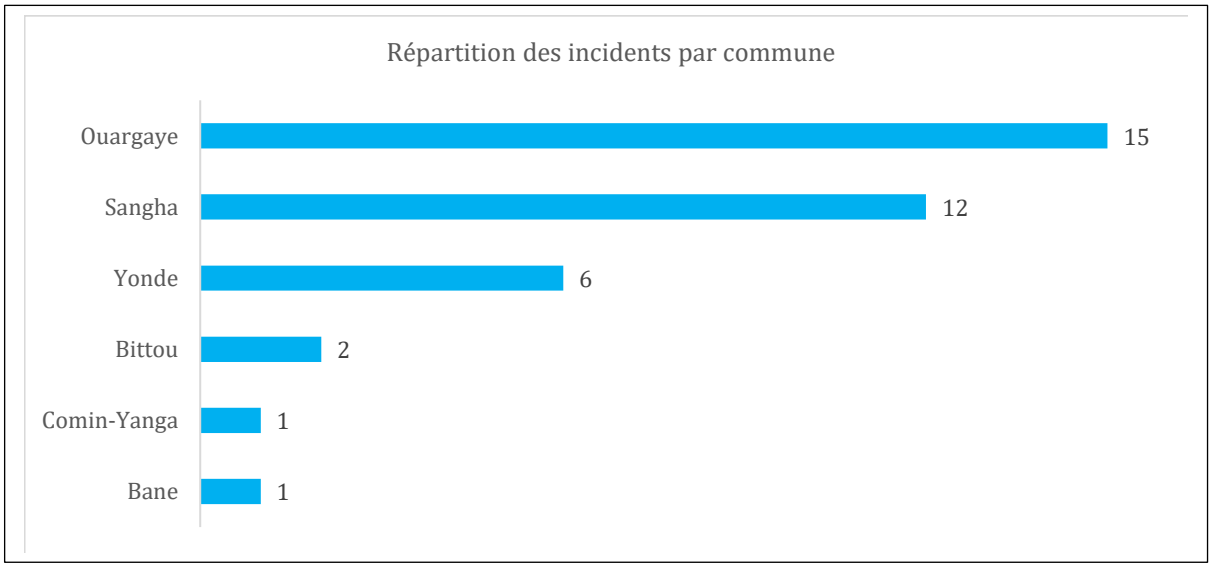
❖ Statistiques

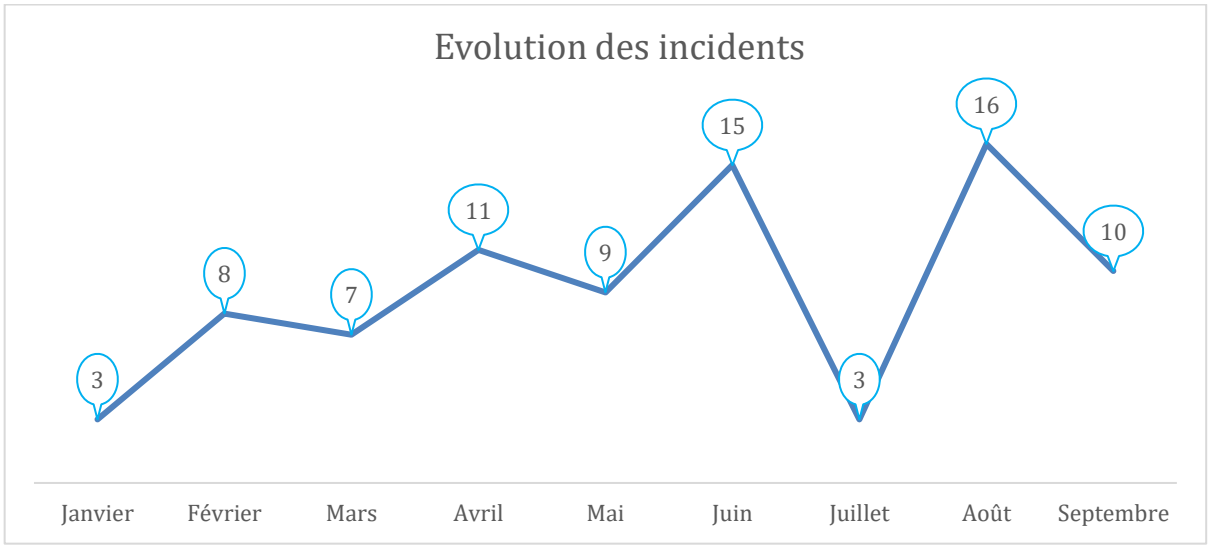












- **Détails sur les incidents**

Au cours du mois de septembre 2024, **10 incidents** de protection, classés en quatre (04) catégories de violations, ont été enregistrés, contre 13 rapportés en août. Ces incidents ont fait 37 victimes soit 35 hommes (06 PDI et 29 hôtes) et deux (02) femmes (PDI). Les incidents ont été rapportés dans les provinces du **Koulpélogo** (Sangha, Yondé, Ouargaye, Soudougui**) et du Boulgou** (Bané, Bittou).

Ci-dessous, les incidents répartis suivant les 04 catégories de violation :

- **Atteintes au droit à la vie (meurtre) : cinq (5)** incidents portant atteinte au droit à la vie ont fait 16 victimes soit **14 hommes (**3 PDI et 11hôtes) et **deux (02)** femmes (PDI) dans les communes de Sangha (Binguim-Nooghin : 06), de Soudougui (Soudougui : 05), de Yondé (Bousgou : 04), et de Comin Yanga (Kion : 01). L'âge des victimes est compris entre 25 et 50 ans.
- **Atteinte au droit à la propriété (Extorsion)** : **trois (03)** cas d'extorsion ayant fait **16** victimes, toutes des hommes de la communauté hôte qui ont été dépossédés de leurs boeufs dans les localités de Ouada (commune de Bané), de Tempelga (commune de Ouargaye) et de Gobyandé (commune de Sangha).
- **Atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne (enlèvements et Arrestation)** : deux (02) cas d'enlèvement et un (01) cas d'arrestation ont fait **quatre (4)** victimes hommes, soit trois (03)

PDI et un (01) de la communauté hôte dont l'âge est compris entre 25 et 40 ans à Bittou (02), à Daguière (commune de Yondé :02)

- **Atteintes à l'intégrité physique et ou psychique (Blessure)** : Un homme (**01**) de la communauté hôte, âgé d'environ 35 ans, a été victime de coups et blessures causées par des présumés membres de GA dans le village de Gobyandé dans la commune de Sangha.

V. Situation par secteur

V.1. Violence basée sur le genre (VBG)

- **Eléments clés**

Sur le plan des violences basées sur le genre, aucun incident n'a été documenté selon les sources de monitoring. Cependant, le volet VBG dans le cadre du monitoring de protection est en cours de mise en œuvre et va permettre d'améliorer le suivi de la situation de la vulnérabilité des PDI et hôte dans la commune de Koupéla.

- **Activités de prévention et de réponse**

Dans le cadre de la mise en œuvre du volet VBG, le dispositif de monitoring et de réponses a été renforcé avec le recrutement d'une (01) gestionnaire de cas basée à Koupéla, la mise en place de deux (02) groupes d'hommes modèles de cinq (05) membres chacun et d'un point focal VBG. Les hommes modèles et le point focal sur les VBG ont été formés sur les techniques de sensibilisation et d'animation VBG. Les participants sont désormais motivés pour rapporter activement les incidents, sensibiliser et dénoncer les cas de VBG.

Par ailleurs, dans le cadre de la relance du projet VBG, quatre (4) focus groups ont été réalisés au centre communautaire avec 50 femmes (25 hôtes et 25 PDI) et 8 hommes modèles. L'activité visait à valider le kit de dignité pour 708 femmes, unanimement approuvé par les participants, qui ont salué cette initiative.

En termes de prévention, 16 séances de sensibilisation ont été organisées *sur* les types de VBG, les causes et conséquences des VBG et l'importance du signalement, sur la violence émotionnelle, la planification familiale, la violence conjugale et le déni de ressources dans les communes de **Bittou, Zoaga, et Koupéla, Zabré, Bané, Kando et de Garango.**

En tout, 563 personnes y ont pris part, composées de 157 hommes, 288 femmes, 50 garçons et 68 filles, soit 396 PDI et 167 personnes issues de la communauté hôte.

Ces séances ont permis de renforcer la sensibilisation sur les différents types de violences, mais aussi de rappeler l'importance du circuit de référencement pour les survivant.es et la nécessité de signaler rapidement les cas de VBG. La diversité des participants, incluant des hommes et des membres de la communauté hôte, indique une approche inclusive qui vise à sensibiliser l'ensemble de la communauté ; ce qui est essentiel pour lutter contre les VBG de manière efficace.

L'accent mis sur le signalement rapide et le référencement vise à renforcer les mécanismes de protection et de soutien aux victimes, tout en favorisant un changement de comportement au sein des communautés.

V.2. Protection de l'enfance

- **Eléments clés**

Bien que nous soyons dans un contexte de conflits et de crise humanitaire, aucun cas d'allégation de violation grave des droits de l'enfant n'a été rapporté.

- **Activités de prévention et de réponses**

RAS

V.3. Etat de droit

- **Eléments clés**

Les instances judiciaires et juridiques, notamment les deux (02) Tribunaux de Grande Instance (TGI), les tribunaux du commerce et du travail, fonctionnent normalement selon les sources du monitoring de protection à Tenkodogo, chef-lieu de la région et à Koupéla, dans le Kouritenga. En effet, toutes les chambres sont représentées au sein du TGI dans la région.

Il convient de noter que selon les informateurs clés, dans le Koulpélogo, les services comme les commissariats de police, les Mairies qui sont chargés des procédures de documentation civile et de carte d'identité nationale, les services de la santé ainsi que les établissements scolaires fonctionnent normalement et sont accessibles grâce aux opérations de sécurisation du territoire.

- **Activités de prévention et de réponses**

RAS

V.4. Personnes ayant des besoins spécifiques

- **Eléments clés**

Au cours du mois, 145 PBS (05 filles, 05 garçons, 95 femmes, 40 hommes) composées de **120 PDI** et **25** hôtes ont été documentées. Il s'agit de veuves, de femmes cheffes de ménages et de personnes âgées ayant à leurs charges plusieurs personnes et des enfants ayant besoin de scolarisation. Les personnes à besoins spécifiques ont toutes été référées à l'Action Sociale et une note de plaidoyer a été élaborée afin que le HCR puisse faire un plaidoyer auprès de l'Unicef pour les enfants à risque de déscolarisation.

- **Activités de prévention et de réponses**

En termes de réponses, toutes les PBS identifiées ont été référées à l'action sociale pour des prises en charge alimentaires et de scolarisation compte tenu de l'absence d'autres partenaires de la réponse.

Par ailleurs, **le service social de Pouytenga a lancé un appel urgent pour soutenir 300 enfants,** dont 200 déplacés internes (87 garçons et 113 filles) et 100 de la communauté hôte (65 filles et 35 garçons). Ces enfants ont un besoin urgent d'appui à la scolarisation et en kits scolaires. INTERSOS a préparé une note de plaidoyer et la liste des élèves au HCR afin de mobiliser les acteurs de la réponse.

V.5. Cohésion sociale

- **Eléments clés**

Durant ce mois sous revue, la question de la cohésion sociale a retenu l'attention des acteurs communautaires dans les zones d'accueil. Lors des focus group réalisés, la majorité des informateurs

clés font état de tensions latentes entre les communautés hôtes et PDI autour de l'assistance humanitaire. En effet, selon les personnes interrogées à Pouytenga et Zabré, l'afflux des personnes déplacées entraîne depuis le mois de juin et juillet de la méfiance dans l'accueil des PDI de la part des membres de la communauté. Pour ces derniers, les PDI seraient priorisées au détriment des membres de la communauté hôte vulnérables pour l'aide humanitaire qui semble être rare. Cela est observé à Koupéla, Pouytenga et Zabré. Par ailleurs, les populations hôtes se méfient de plus en plus des personnes déplacées internes car elles sont soupçonnées d'être de connivence avec les groupes armés. Cela est plus observé à Tenkodogo, Bittou et Zabré.

- **Activités de prévention et de réponses**

En termes de prévention, 16 séances de sensibilisation sur la cohésion sociale et protection des droits humains, la protection de l'enfant, sur la cohabitation pacifique entre hôte et PDI dans les communes des trois (03) provinces. En tout, 673 personnes ont été touchées soit 436 PDI et 237 hôtes composées de 224 hommes, 296 femmes, 92 filles et 61 garçons. Durant les échanges, il a été observé l'intérêt des personnes sensibilisées à promouvoir le vivre ensemble au vu de leur implication dans les débats.

V.6. Logement, terre et biens (LTB)

- **Eléments clés**

La question du logement est prioritaire pour les personnes en situation de déplacement forcé. Au cours du mois de septembre 2024, quatre (04) vagues de déplacement de population ont été enregistrées contre deux (02) en août, faisant 205 personnes déplacées contre 331 personnes le mois précédent. Malgré cette baisse, les besoins en abris sont toujours constatés. En effet, la majorité n'ayant aucune source de revenu, vit soit dans des maisons en mauvais état, soit grâce à la bonne volonté de certains membres de la communauté hôte. Il arrive que ceux qui ont des maisons inhabitées les proposent aux PDI de façon temporaire. C'est le cas des maisonnettes que certains construisent dans les zones en attente de lotissement. Cela est plus observé dans les communes de Sangha, Pouytenga et Zabré.

- **Activités de prévention et de réponses**

Courant ce mois l'OSC du partenaire de localisation ADJIR a fait une sensibilisation sur logement, terres et biens, notamment sur les évictions forcées qui sont très souvent l'œuvre d'hommes, propriétaires de maisons. Cette sensibilisation a regroupé 30 hommes soit 23 PDI et sept (07) de la communauté hôte.

V.7. Protection à base communautaire

Au cours du mois, les différentes structures communautaires (points focaux communautaires, comités locaux de protection) ainsi que les volontaires de ADJIR et de AEJTB, ont contribué au rapportage et à la vérification des incidents de protection. Au total,10 incidents ont été identifiés, vérifiés et documentés avec l'appui de ces acteurs communautaires. Ces entités ont également contribué à la réalisation des activités de prévention (sensibilisation), à l'identification et au référencement des 145 PBS.

Les réseaux communautaires ayant contribué à la réalisation du monitoring de protection sont :

- Dix (10) points focaux (09 hôtes et 01 PDI) mis en place par INTERSOS dans les provinces du Boulgou, Kouritenga et Koulpélogo ;

- Dix (10) comités de protection constitués de 101 membres dont 38 femmes et 63 hommes dont 65 issus des communautés mis en place par INTERSOS dans les provinces du Boulgou, Kouritenga et Koulpélogo ;
- Dix (10) volontaires de l'OSC ADJIR dans les provinces du Boulgou, Kouritenga et Koulpélogo et six (06) comités locaux de protection dans les communes de Soudougui, Yondé, Gounghin, Sangha, Yargo, et Kando.
- Dix (10) volontaires de l'OSC AEJT dans les provinces du Boulgou, Kouritenga et Koulpélogo y compris les six (06) comités locaux de protection dans les communes de Soudougui, Yargatenga, Sangha, Yondé, Gounghin, Kando, Baskouré, Yargo, Tenkodogo, Zoaga, Bané, Garango, Dourtenga, Lalgaye, Comin Yanga, Andemtenga, Tensobtenga.
- Plusieurs informateurs clés et des relais communautaires identifiés à travers toutes les provinces par les moniteurs.

VI. Partage d'informations et coordination

❖ Acteurs humanitaires

❖ **Du 31 août au 07 septembre à Tenkodogo :** Supervision du Chef de Projet et du responsable zone à Tenkodogo et Koupéla. Lors de cette supervision :
- une séance de travail sur les outils internes à INTERSOS avec l'officier de protection nouvellement arrivé au eu lieu ;
- une rencontre avec la direction provinciale du Kouritenga pour faire le point sur de la mise en œuvre du volet VBG et continuer à demander l'appui de la direction pour l'identification et la validation des listes de bénéficiaires ;
- des participations aux rencontres de l'ICCG et l'AoR VBG ont eu lieu ;
- Par ailleurs des échanges avec les points focaux des OSC, et certains moniteurs pour renforcer la collaboration entre d'une part INTERSOS et les OSC et d'autre part entre les moniteurs et les volontaires et comités de protection.

❖ **Commune de Koupéla** : participation à la préparation de l'évaluation multisectorielle des besoins par l'approche AGD prévue pour les 17 et 20 septembre, coordonnée par le point focal INTERSOS.

❖ **Commune de Bittou :** Visite de courtoisie et présentation aux services de la police et de la gendarmerie, avec pour objectif d'établir un premier contact avec les services de sécurité de la commune.

❖ **2 septembre 2024 Province de Kouritenga à Koupéla :** tenue d'une réunion en ligne sur la création d'un cadre de collaboration entre les OSC et les moniteurs de protection dans la province de Kouritenga. Ce cadre vise à renforcer la coordination pour faciliter la collecte et la transmission des informations sur les incidents sécuritaires, de protection, les VBG et les PBS. Les OSC ont exprimé des préoccupations concernant le manque de motivation de leurs staffs, l'absence de crédits téléphoniques et les difficultés de déplacement, ce qui affecte leur efficacité. Sur la question de la motivation pécuniaire, il revient que la quantité de travail demandée est très insuffisante, La réunion a souligné la nécessité d'encourager les OSC pour

garantir une remontée fluide des informations nonobstant cette problématique de la rémunération.

- **Du 17 au vendredi 20 septembre 2024 dans la province Kouritenga à Koupéla : Trois** (03) staff de INTERSOS ont pris part à la mission AGD avec le HCR, visant à recueillir des informations sur les préoccupations et les besoins en matière de protection des populations soutenues par le HCR. En intégrant les dimensions d'âge, de genre et de diversité, l'objectif était d'identifier les défis de protection et de proposer des solutions communautaires pour les intégrer dans la planification du HCR.

VII. Recommandation et actions requises

Province	Localité	Objet	Destinataire	Niveau de mise en œuvre	Commentaires
Kouritenga	Pouytenga	Prendre en charge 300 élèves dont 200 EDI à risque de déscolarisation	INTERSOS/UNHCR/ Unicef	en cours	une note de plaidoyer est rédigée qui sera adressé à l'Unicef
Boulgou	Zabré	Prendre en charge des femmes et filles survivantes et/ou à risque de VBG sur le plan	Action humanitaire	En cours	
Koulpélogo	Ouargaye, Soudougui, Sangha	Apporter de l'assistance alimentaire	Action humanitaire	En cours	Insuffisance des assistances
Koulpélogo	Ouargaye, Soudougui, Sangha	Apporter des Assistances psychologiques et psychosociales pour les cas de protection identifiés	INTERSOS/UNHCR/ Action Humanitaire		